

**Concours externe pour le recrutement d'Assistants de Service Social des
administrations de l'État pour les services et établissements publics relevant
des ministres chargés de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche**

Académie de Normandie

Session 2023

Rapport présenté par M. Jean-Paul DESFEUX, président du jury et Mme LEVENE, vice-présidente du jury

1. CONDITIONS D'ACCES :

Pour être autorisés à se présenter au concours, les candidats doivent remplir, outre les conditions exigées par la réglementation spécifique du concours, les conditions générales d'accès à la fonction publique fixées par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, c'est à dire :

- Soit posséder la nationalité française et :
- Jouir de leurs droits civiques ;
- Ne pas avoir au bulletin n°2 de leur casier judiciaire de mention incompatible avec l'exercice des fonctions ;
- Se trouver en position régulière au regard du Code du service national ;
- Remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction.
- Soit posséder la nationalité d'un Etat membre de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France et satisfaire aux conditions générales d'accès à la fonction publique.

Conditions particulières d'accès au concours d'assistant(e) de service social

 Concours externe :

Ne peuvent se présenter à ce concours que les candidats qui remplissent les conditions prévues par le code de l'action sociale et des familles aux articles L.411-1 à L.411-6, pour avoir droit au titre et pouvoir exercer l'activité d'assistant de service social.

Cette condition doit être remplie à la date de début des épreuves d'admission du concours.

2. EPREUVES DU CONCOURS :

Arrêté du 28 février 2013 fixant les modalités et la nature de l'épreuve des concours externe et interne de recrutement d'assistants de service social des administrations de l'Etat

Le recrutement des assistants de service social prévu à l'article 8 du décret n° 2012-1098 du 28 septembre 2012 susvisé s'effectue par voie de concours sur titres. Il comprend, outre la constitution d'un dossier lors de l'inscription, une épreuve orale d'entretien avec le jury.

2.1. Constitution d'un dossier

Concours externe : En déposant leur demande de participation aux concours, les candidats constituent un dossier comportant obligatoirement :

- Une copie des titres et diplômes acquis ;
- Un curriculum vitae impérativement limité à une page ;
- Une note de deux pages au plus décrivant les emplois qu'ils ont pu occuper, les stages qu'ils ont pu effectuer et la nature des activités et travaux qu'ils ont réalisés ou auxquels ils ont pris part.

Les candidats qui ne déposent pas le dossier dans le délai imparti par l'arrêté d'ouverture du concours sont éliminés.

2.2. Epreuve orale d'entretien avec le jury

L'épreuve orale d'entretien avec le jury est d'une durée de 30 minutes maximum. L'épreuve est notée de 0 à 20.

L'entretien avec le jury s'appuie sur les éléments du dossier déposé par le candidat lors de son inscription et comprend un exposé du candidat d'une durée de 10 minutes au plus sur sa formation et, le cas échéant, son expérience professionnelle. Au cours de cet exposé, le candidat peut également développer, s'il le souhaite, un projet professionnel.

Cet exposé est suivi d'une discussion avec le jury qui s'engage à partir des éléments présentés par le candidat au cours de son exposé. Elle permet d'apprécier la motivation et les qualités de réflexion du candidat, ainsi que ses connaissances professionnelles et son aptitude à exercer sa profession au regard de l'environnement professionnel des assistants de service social des administrations de l'Etat et des missions qui leur sont dévolues.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'obtient à l'épreuve orale d'entretien une note fixée par le jury qui ne peut être inférieure à 10 sur 20.

Seul l'entretien avec le jury donne lieu à notation. Le dossier n'est pas noté.

3. ORGANISATION DU CONCOURS ET COMPOSITION DU JURY :

Le concours d'assistant(e) de service social (ASS) session 2023 est organisé par la DEC de l'académie de Normandie.

Les membres du jury exercent au sein de l'éducation nationale à des postes variés : conseiller(e)s techniques de service social, personnels de direction, assistant(e)s de service social en établissement public local d'enseignement (EPL) ou au service des personnels.

La présidence du jury a été assurée par Monsieur Jean-Paul DESFEUX, chef de la DOS au rectorat de l'académie de Normandie et par Madame Emmanuelle LEVENE, Conseillère Technique de service social, en qualité de vice-présidente.

L'arrêté du 23 mars 2023 a fixé, au titre de l'année 2023, le nombre des postes offerts aux concours pour le recrutement d'assistants de service social des administrations de l'Etat pour les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il est de 8 postes pour le concours externe pour l'académie de Normandie.

4. REMARQUES CONCERNANT LES EPREUVES :

4.1. Remarques :

Sur l'exposé oral de 10 minutes :

Les candidats, à l'exception d'un, ont présenté leur exposé oral sans notes, ce qui a été fortement apprécié par le jury.

L'épreuve orale consiste en un exposé de 10 minutes, temps imparti strictement appliqué, durant lesquelles le candidat doit démontrer son aptitude, le cas échéant grâce à son expérience professionnelle, et sa motivation à exercer les fonctions d'ASS dans les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Certains candidats avaient à l'évidence préparé l'épreuve tandis que d'autres ne l'avaient peu ou pas préparée. Un certain nombre d'exposés ne respectaient pas le temps imparti (souvent trop courts, moins de 5 minutes) et manquaient de structuration (trop descriptifs et sans véritable plan). L'exposé oral était parfois une redite pure et simple du CV ou de la note.

La préparation de cet exercice ne peut être improvisée le jour de l'oral. Cet exposé doit se faire sans notes. Deux candidats ont été troublés lors de leur présentation qui manquait singulièrement de préparation et se sont laissés submerger par le stress.

Ce manque de préparation pénalise les candidats et marque les différences entre les bons candidats et les autres, lesquels n'ont pas su mettre en avant la valeur de leur parcours, et leur motivation.

Les membres de jury ont noté trop souvent l'absence de lien et/ou de prise de hauteur pour mettre en perspective leur formation, leurs expériences et leur volonté d'intégrer l'éducation nationale.

Sur l'échange de 20 minutes :

Un déficit de connaissance du système éducatif, de l'institution, des droits et obligations des fonctionnaires voire même des fonctions d'assistant(e) de service social dans les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche a été relevé par les différents jurys. Par exemple, la circulaire du 22 mars 2017 relative aux missions du service social en faveur des élèves n'est pas toujours connue ou mal appréhendée des candidats. Les actualités du ministère, pourtant foisonnantes et très en lien avec les missions d'un assistant de service social (lutte contre les inégalités, lutte contre le décrochage scolaire, contre le harcèlement, ou pour un accompagnement des élèves dans leur orientation), sont mal connues également.

La préparation en amont du concours tant sur le fond que sur la forme de l'exercice est indispensable.

Il n'est pas acceptable que les candidats ne se soient pas renseignés un minimum sur les fonctions auxquelles ils aspirent, ni sur leur futur environnement professionnel. La maîtrise du vocabulaire professionnel par certains candidats, trop peu nombreux, a été fortement appréciée par les jurys.

Enfin, la connaissance des dispositifs sociaux, la capacité réflexive et la mise en perspective sont des notions indispensables et nécessaires à la formulation de réponses complètes et argumentées.

Les notions d'éthique et de déontologie doivent absolument être maîtrisées ainsi que l'utilisation du secret professionnel.

Il est donc nécessaire de :

- Préparer cet échange tant sur le fond que sur la forme (se préparer à répondre à des questions) : l'aisance à l'oral, la clarté du discours sont appréciables et peuvent se travailler ;
- De mettre en perspective son parcours de formation et, le cas échéant, professionnel pour alimenter les échanges ;
- De faire transparaître son bon positionnement professionnel dans les réponses ;
- D'acquérir de solides connaissances institutionnelles ;
- De mettre en valeur la capacité de projection dans le futur poste. L'expérience de terrain en interne et l'acquisition de connaissances professionnelles en externe sont incontournables mais doivent, nécessairement être mises en perspective avec le futur environnement professionnel ;
- De maîtriser les connaissances législatives en lien avec les missions de la fonction d'assistant(e) de service social.

Le jury conseille fortement la rencontre de professionnels de terrain afin de pouvoir observer et enrichir sa connaissance du métier et en mesurer les attendus.

Cependant, le jury met en garde les candidats déjà en poste qui peuvent avoir une vision de leur métier et de l'institution uniquement centrée sur leur établissement d'exercice et ne pas faire l'effort de se projeter dans une autre structure. Les autres missions (au service des étudiants ou des personnels) doivent être également connues.

L'obtention d'une bonne note d'oral démontre la capacité du candidat à valoriser son parcours professionnel et/ou de formation, sa motivation et son aptitude à se projeter et à adopter le bon positionnement professionnel adapté à son environnement de travail.

L'obtention du concours ne représente que la possibilité de faire ses preuves sur le terrain en vue d'une titularisation et donc de l'accession au statut d'assistant(e) de service social titulaire.

4.2 Points d'alerte

Le taux d'absentéisme aux épreuves est de 18 % pour cette session (4 candidats sur 22 ne se sont pas présentés à cet oral). Il est regrettable, pour certains d'entre eux, de n'avoir alerté personne sur cette absence.

Il convient d'attirer l'attention des candidats sur le fait que cette organisation est coûteuse et qu'une attitude plus responsable et respectueuse des candidats éviterait ce surcoût.

Dernier point, le respect des consignes (CV sur une page, note sur 2 pages) concernant la constitution du dossier n'a pas été suivi par deux candidats, qui ont été, de ce fait, pénalisés.

Enfin, même si cela ne fait pas l'objet d'une notation, les dossiers (CV et note) ne présentent pas toujours les qualités rédactionnelles attendues, avec parfois des fautes d'orthographe et de syntaxe qui ne mettent pas le jury dans les meilleures conditions pour évaluer ensuite à l'oral le candidat qui se présente au concours.